

Tout se complexifie !

*« Rien ne se réduit à rien, rien ne se déduit de rien,
tout peut s'allier à tout »*

Bruno Latour

Le temps aidant, la crise se complexifie. De nouveaux facteurs interviennent, comme les variants anglais, sud-africain, brésilien et japonais. Des questions se répètent, se multiplient et se précisent. Puisque tout agit sur tout, il devient de plus en plus difficile de distinguer celles qui ne concerneraient que les systèmes scolaires. Cette chronique montre à quel point *ce n'est plus l'école qui pilote l'école*. Cette tendance qui s'accroît et va durer, se poursuivra-t-elle en 2022, après la crise ?

Des réponses évolutives à des questions répétitives

Au point où nous en sommes en ce début d'année 2021, se distinguent quatre catégories de questions essentielles qui concernent tous les pays, avec des particularités pour l'Hexagone et son système éducatif très spécifique.

En premier lieu, faut-il tout reconfiner, écoles comprises, comme la majorité des pays le font ? Si l'on répond oui à cette question, jusqu'à quand et comment en sortir ? Si la réponse est négative, alors quels autres moyens employer ? Des couvre-feux plus longs, plus étendus et plus sévères ? L'obligation de tests à répétition ? La vaccination avec l'utilisation de carnets de vaccination ? Des règles sanitaires plus strictes d'accès aux lieux publics ? Ou bien tout miser sur de futurs traitements ? Avec quelles conséquences pour l'école ?

Vient aussi une question sensible : faut-il davantage territorialiser les réponses apportées ? De récentes décisions allaient en ce sens, avec le 5 janvier 15 départements en couvre-feu et 25 le 13 janvier, la veille du jour où le Premier ministre a décidé d'étendre le couvre-feu à tout le territoire national. Il se met en place une départementalisation de la vaccination avec 5 ou 6 *vaccinodromes* par départements, appuyés dès que possible par la médecine de ville encore bloquée par les problèmes de conservation des vaccins. L'expression des élus locaux est clivée. Par exemple, si la mairie de Marseille et la Guyane demandaient un rapide confinement, des maires attaquent l'État devant les tribunaux en raison de l'extension

du couvre-feu. Jean Rottner, président de la région Grand-Est, lors d'une interview sur France 2 préparée pour « faire le *buzz* » au sujet des vaccins, est allé jusqu'à employer l'expression de « scandale d'État », affirmant que les collectivités territoriales feraient mieux. Faut-il les autoriser à acquérir des doses ? Que pèseraient ces collectivités dans le concert des Nations ? Je crains qu'il s'agisse seulement de politique politicienne.

En troisième lieu, quel plan de vaccination avec quels publics désignés comme prioritaires ? Il était envisagé de vacciner en France 15 millions de personnes avant l'été (de l'ordre de 2 millions par mois). Suite à une « colère » du président Macron contre les redoutables *lobbies* qui bloquent tout¹, le processus devrait être accéléré avec l'appui des collectivités territoriales et des préfets pour faire face à la bureaucratie paralysante des ARS. Serge Raffy observe que la vaccination est « en mode diésel » en raison « d'un État lent et lourd comme un hippopotame² engoncé dans une graisse bureaucratique ». Tout dépendra de la rapidité de livraison des vaccins par les entreprises qui sont les maîtres du temps, nous venons de le constater ! L'incroyable paradoxe français n'échappe à personne : dans le pays de Descartes et de Pasteur, alors que 60% des personnes disaient ne pas vouloir se faire vacciner, les 40% qui le souhaitaient l'exigeaient de toute urgence et, en deux jours seulement, les nombres se sont inversés ! Dès le 15 au soir, les listes de rendez-vous pour les plus de 75 ans étaient complètes jusqu'en mars. Évidemment, ces attitudes ne sont en rien rationnelles ! Autres questions polémiques : faut-il vacciner les enfants ? Rendre la vaccination obligatoire ? Par nature, le Parlement n'est-il pas le lieu *ad hoc* pour en débattre ? Sur la stratégie vaccinale les désaccords trahissent souvent un cynisme que j'abhorre³.

Enfin, s'ajoutent des questions ultrasensibles. Par exemple, quels sont les commerces et les activités « *essentiels* » ? Pour le système éducatif, devait-on reporter de plusieurs semaines la rentrée scolaire de début janvier ? Beaucoup de pays voisins l'ont fait en disant, comme le ministre luxembourgeois, que « les cours à distance sont une obligation et non pas des vacances. » Encore fallait-il le dire, le faire et surtout en assumer les conséquences, on appelle cela le courage politique. Et surtout, que faire pour les examens qui approchent ?

Une culture du temps long *versus* le pilotage à vue

Un autre paradoxe est flagrant ; la crise depuis un an et la longue phase de plusieurs mois de vaccinations à venir font peu à peu entrer les esprits, même chez les statuologues, dans l'acceptation de temps longs. On parle déjà de la rentrée scolaire de septembre 2021 et le gouvernement a tenu son premier séminaire pour se projeter en 2022 et anticiper les actions à conduire. Dans un récent sondage qui demandait : « à quel horizon voyez-vous un retour à la

¹ Notamment le *lobby* médical qui a fait passer l'obligation de consultations médicales préalables à la vaccination... pour plus de 50 millions de personnes ! Si rien ne change, il faudra trois ans !!

² Cela rappelle un certain mammoth !

³ Du type : pourquoi vacciner en priorité ceux qui ont le moins de temps encore à vivre ?

vie normale, », 28% des personnes ont répondu avant l'été, 58% à la fin de l'année 2021 et 21% pas avant 2022. En revanche, le pilotage du système et des actions, lui se fait à vue depuis des mois, à un horizon de l'ordre de deux semaines, parfois de 2 jours⁴ et cela ne semble surprendre personne. Avec fatalisme les mentalités s'y sont faites et même l'administration de l'Éducation nationale y a gagné en réactivité et en flexibilité.

Le nombre des Conseils de défense sanitaire augmente, ainsi que les conférences de presse du Premier ministre qui donne le *la* de l'action gouvernementale. Pour l'Éducation nationale, ordonnances et décrets du Premier ministre se succèdent les uns aux autres. Seul élément répétitif : depuis mars dernier aucune des différentes rentrées scolaires n'aura été préparée, comme si tout était « normal » depuis l'année scolaire 2018-2019. On se dirige vers quelque chose d'identique pour la fin des vacances d'hiver et pour la rentrée de septembre 2021. Pour dire vrai, j'ai peine à comprendre l'attitude conjointe des autorités et du milieu pédagogique qui font preuve de complicité objective.

Les ambiguïtés s'accumulent. Par exemple après ses débuts laborieux, le télétravail s'est développé dans les entreprises et aujourd'hui beaucoup de personnes disent y avoir pris goût, le plus souvent pour le faire à temps partiel. Les blocages techniques et culturels sont en partie levés, avec seulement 30% de réserves dans le secteur privé, mais encore 50% dans le domaine public. Curieusement, c'est le moment choisi par le gouvernement pour donner un coup de frein à ces pratiques professionnelles pour, sans explication, les limiter à quelques jours par semaines. Les rapports aux usages du numérique, bien que différents d'un métier à un autre, sont des obstacles culturels au développement de nouvelles pratiques professionnelles, ce qui peut expliquer l'impréparation répétitive de l'Éducation nationale.

Il est étrange d'observer la même impréparation dans la moitié des établissements d'enseignement supérieurs français (universités et écoles) puisque par essence toutes leurs activités sont liées à la recherche et qu'ils pratiquent en temps ordinaires de nombreuses collaborations internationales par Internet. Cette attitude est incompréhensible. Comme quoi un établissement public peut être autonome et se tirer volontairement des balles dans les pieds. Les étudiants font les frais de cette coupable irresponsabilité collective, assortie d'une impréparation répétitive et durable. Rassurons-nous ; tout va certainement aller mieux puisque la ministre vient d'inventer les « demi-jauges » et que Jean-François Delfraissy évoque, lui, les « quart de jauges ». On n'arrête pas le progrès !

Les rapides changements de cap deviennent une pratique courante

⁴ Cf notre précédente chronique librement accessible sur les sites d'Horizons publics :

<https://www.horizonspublics.fr> ; de la Mission laïque française, <https://www.mlfmonde.org> ; d'Éducation & Devenir, <https://www.educationetdevenir.net> de l'association AIDE AUX PROFS <https://www.apresprof.org/blog-de-apres-prof> ; sur <http://www.concours-personnel-direction.fr/2020/11/crise-covid.html> ; sur LinkedIn et sur plusieurs sites francophones

Dans tous les pays, les conséquences sanitaires, économiques, sociales, culturelles, etc. de la crise sont assez semblables entre elles, en particulier pour les systèmes éducatifs. En France, dans ses rapports à la société, la singularité de l'Éducation nationale s'amointrit, sans que ce soit pour autant la fin des idées de Condorcet. Les principales différences qui étaient là avant la crise⁵ mais qui s'accroissent, portent sur l'évaluation ainsi que sur la façon dont sont repérés les élèves décrocheurs ainsi que les modalités employées pour tenter de les rattraper. Avec la lutte contre les inégalités, ce sont les principaux défis des années à venir.

Chacun l'aura remarqué, « confinement » est devenu un mot presque tabou car il rappelle trop de mauvais souvenirs pour être employé ; alors abondent les euphémismes et les évocations en passant ! Cela nous distingue de nos voisins, à commencer de la Grande-Bretagne. Sans revenir sur l'attitude initiale, trumpiste⁶ et grotesque de son Premier ministre à qui il en a coûté personnellement et qui a fait payer encore plus cher son pays. En décembre, après avoir mangé son chapeau, il a décidé un confinement total, des commerces, des écoles... qui ira au moins jusqu'à la mi-février. On sait déjà que les examens ne seront pas organisés « normalement ». Il en va de même en Écosse, au Pays de Galles et surtout en Irlande, très touchée. Quant à elle, l'Allemagne, pratique un confinement encore partiel avec un probable allongement de la durée de fermeture des écoles. Angela Merkel est venue à la télévision confier son extrême inquiétude.

En fait, depuis décembre 2020, 15 pays voisins du nôtre gardent fermés, totalement ou en partie, leurs établissements scolaires. Pour l'instant, chez nous, rien de tel n'est envisagé, c'est un nouvel « effet Tchernobyl » ; le nuage s'arrête à nos frontières ! Outre la France, ne fait plus exception que l'Espagne, puisque le 15 janvier le Portugal vient aussi de décider un strict confinement. En France, le 7 janvier, le SNES FSU qui parlait de « gestion erratique », demandait au moins d'étendre l'école hybride dans les collèges, comme cela se faisait déjà dans un petit nombre d'entre eux ainsi que dans les lycées. Dès le lendemain est venue la réponse du gouvernement : « pour l'école rien ne change », sorte de stratégie de l'immobilisme. On cherche à tenir jusqu'aux prochaines vacances, quitte à lâcher d'un coup et sans aucune préparation, comme ce fut déjà le cas à plusieurs reprises en misant sur la résilience du corps enseignant. Or, on sait que le variant anglais, ultra contagieux, a déjà atteint une soixantaine de pays et, en France courant janvier, plusieurs écoles dont des maternelles. Si le 19 janvier ce variant anglais ne représente que 1,4% des cas détectés, il pourrait devenir dominant fin février et obliger à fermer les écoles, sans oublier le variant sud-africain avec déjà plusieurs cas détectés dans cinq établissements scolaires. Comme il se doit, nous sommes alertés par Jérôme Salomon qui craint un rebond incontrôlé semblable à celui de l'Angleterre et déclare « il faut qu'on soit très attentif au milieu scolaire ». Alors oui, soyons-le si l'on veut éviter le pire !

⁵ La revue internationale d'éducation de Sèvres (RIES) peut en témoigner.

⁶ Contre le trumpisme, j'aime ce propos de mon collègue et ami québécois, Jacques Lusignan, grand humaniste cultivé, tout le contraire du monstre abominable aux méthodes de gangster : « Trump est le Caligula des temps modernes ». Je sais gré à la pandémie de nous en avoir débarrassé,

La feu *date-totem* du 20 janvier

Les dates du 15 décembre et du 20 janvier devaient marquer des tournants importants, avec un rêve d'allègement des contraintes sanitaires. Rien de tel ne s'est produit et le 20 janvier n'est plus une *date-totem*, pour plusieurs raisons. Pour le 15 décembre, l'objectif était d'abaisser en dessous de 5000 par jour le nombre des nouveaux contaminés. Or le niveau quotidien est seulement descendu à 15 000 cas pour remonter à 20 000 depuis, avec des pics à 25 000. L'objectif fut donc très loin d'être atteint et on s'en éloigne même. S'enchaînent depuis de rapides changements de cap, accompagnés de renforcements des mesures en place, dans un quasi-pilotage à vue. Peut-il en être autrement ?

Après « l'effet Noël » qui se mesure maintenant, on attend « l'effet jour de l'An » qui par avance terrifiait Angela Merkel. En France, il est accentué par « l'effet retour à l'école » de début janvier. Bien que net, il semble moins redoutable que ce qui était craint. Les courbes sont à la hausse, mais pas de façon exponentielle. Aujourd'hui, tous les pays redoutent les conséquences du variant anglais, beaucoup plus contagieux chez les jeunes. Le sud-africain, encore peu présent en France, serait pire ; en peu de temps 90% des infections en Afrique-du-Sud lui sont attribuées et il menace La Réunion et Mayotte. Le variant brésilien, lui aussi très contagieux, atteint la Guyane.

Début janvier, le ministre de l'Éducation nationale disait n'exclure aucun *scenario*, en particulier pour réajuster si nécessaire la jauge des élèves en présentiel. Le 10 janvier il annonçait que les enseignements hybrides se poursuivront pour les lycées et quelques collèges après le 20 janvier confirmant qu'il n'est plus une *date-totem*. « Nous faisons du sur-mesure » dit-il. Après avoir évoqué la vaccination des enseignants « en mars prochain au plus tard », curieusement il semble maintenant la prévoir au premier semestre, avant l'été. Pourtant on sait que le taux de contamination des enseignants dépend du niveau moyen de l'épidémie dans leur territoire et qu'il est toujours supérieur à celui du reste de la population. Jusqu'à présent, le ministre semble exclure d'allonger les vacances d'hiver et, encore plus (vous n'y pensez pas !) de raccourcir celles d'été. Le mammoth n'était pas adaptable et l'on sait comment il a fini ses jours. Le 6 janvier, selon le ministre, ce n'était « pas d'actualité, sauf s'il arrivait une 3^e vague de l'épidémie », ce qui est de moins en moins exclu, en raison des variants qui introduisent une nouvelle donne. La pandémie a donc changé de nature. Les Conseils de sécurité se multiplient et nous vivons au rythme des conférences de presse du Premier ministre qui sont devenues un *must*. Il se dit que des stocks d'ordinateurs et de clés de connexion seraient prêts pour les élèves qui en auront besoin.

Confinement *or not* ?

Finalement, dans sa conférence de presse du 15 janvier, le Premier ministre a seulement étendu à tout l'Hexagone le couvre-feu à 18 heures, renforcé les règles sanitaires dans les écoles, suspendu les activités sportives scolaires et extrascolaires en intérieur et, comme d'habitude désormais, renvoyé à un nouvel examen de la situation dans deux semaines, précisant bien qu'un nouveau confinement menaçait, ce que répètent depuis tous les ministres : « si le couvre-feu ne suffit pas, il y aura confinement ». Le Conseil scientifique qui le préconisait par départements n'a pas été suivi dans ses recommandations par le gouvernement qui repousse de 2 semaines cette idée en espérant pouvoir y échapper. Nous verrons début février si ce pari aura été gagné.

L'arrivée du « petit nouveau » déjà source de vifs débats

Un « petit nouveau » commence à générer de vifs débats : l'éventuelle création d'un « passeport vaccinal ». Les problèmes posés sont à peine sur la table. Les juristes vont se régaler avec de classiques oppositions entre libertés individuelles et sécurité collective. La situation de la Suède est édifiante. Après s'être singularisée pendant des mois en refusant, en s'en glorifiant, de prendre les mesures arrêtées par ses voisins car elle les trouvait coercitives, elle est arrivée aujourd'hui à une situation hors de contrôle. Or sa culture et surtout sa Constitution, modèle pour la protection des libertés individuelles, interdisent au gouvernement de prendre les mesures qui permettraient de rétablir la sécurité collective, dans une sorte d'impuissance légale. C'est très douloureux à dire, mais des pays à régimes autoritaires ne s'embarrassent pas de cela. La Chine vient, en 24 heures, d'isoler et de confiner deux villes de 10 millions d'habitants chacune, en fermant les écoles. Hélas, force est de tristement reconnaître que dans ces pays la lutte sanitaire est rapide et plus efficace que dans les pays démocratiques.

En France, nous sommes face à de semblables contradictions pour les questions de laïcité qui conduisent à opposer liberté individuelle et vivre ensemble. Des groupuscules radicaux et violents des partis d'extrême-gauche qu'il est inutile de citer, en font leur fonds de commerce, abrités derrière des discours républicains, beaux mais hypocrites. Comme en Suède, l'angélisme rend impossible la sécurité collective ; l'Irlande vient cruellement de faire le même constat. C'est l'art des démocraties de s'automutiler au nom de bons sentiments. Peut-il en être autrement ? Pourtant, on sait bien que sans une vigilance collective adaptée, les règles démocratiques servent d'abord l'intérêt des profiteurs et des plus malveillants ; les escrocs, les terroristes et les mafias l'ont compris.

Les personnes qui circulent entre les continents, ne serait-ce qu'entre l'Hexagone et la Guyane, savent que de tels carnets de vaccination existent. Si en France un nouveau passeport de ce type devait se créer, quel en serait l'usage et les contrôles ? Combien de temps les données seront-elles conservées (on parle de 30 ans) ? Faut-il le rendre le passeport obligatoire ? Des dérogations seront-elles possibles comme d'aucuns le demandent déjà ?

De redoutables défis devant nous

Se pose d'abord la question de la vaccination dans les pays pauvres, problème douloureux que soulèvent l'OMS, l'UNICEF, l'ONU et des ONG. Ce défi mondial exprime un louable souci de solidarité envers les populations les plus démunies. L'altruisme a encore sa place, mais aussi, disons-le, un intérêt moins estimable, qui n'est en fait que du pragmatisme à l'état pur : une volonté d'éradiquer sur la planète toutes les zones infectées pour éviter les retours à répétition du virus dans les territoires qui s'en sont débarrassés. En somme, les pays riches veulent se protéger des pays pauvres.

De son côté, l'OMS attire notre attention sur un autre point d'importance : les pandémies sont une réalité de la vie et d'autres viendront car les nouveaux virus se multiplient et se répandent plus que par le passé. Forte de cette douloureuse expérience planétaire, l'Organisation mondiale de la santé invite les États à s'y préparer. Sortir de l'improvisation permanente est donc un défi ! Qui avait tenu compte des alertes de Bill Gates en 2015 ? Cela montre que des communications, aussi brillantes soient-elles, ne déstabilisent pas les encroûtements, y compris chez ceux sensés penser et préparer le long terme.

Enfin, les systèmes éducatifs sont face aux défis de l'innovation, en particulier avec les systèmes hybrides à inventer au-delà de ce qui se fait déjà. J'invite les lycées français d'enseignement général qui seraient en mal d'imagination, à regarder ce qui se fait dans quelques lycées professionnels et lycées des métiers, dans les lycées agricoles - où l'innovation est pratiquée et très valorisée - et dans certains lycées français de l'étranger⁷. Dans le futur, l'avenir dira ce qu'il en sera pour la création d'enseignements hybrides, qu'ils soient d'une ampleur modeste ou conséquente. Ils revêtiront des formes variées qui gagneront à être comparées entre elles. Là où elle sera nécessaire, l'alternance par demi-journées pourrait permettre de supprimer les problèmes des cantines. Des élus locaux y songent.

Plus difficile encore, ces développements ne pourront pas se faire sans l'explicitation des tâches à effectuer par demi-journées, par demi-semaines et par semaines, par mois, par bimestres, par trimestres, etc. Sera donc à préciser le temps de travail des uns et des autres qui, pour les enseignants, ne pourra plus être seulement apprécié bureaucratiquement en termes de présence physique devant des groupes d'élèves en présentiel. Arrivera sur la table, au grand jour, la question la plus secrète qui soit, enfouie sous des monticules de tapis : le temps réel de travail annuel des enseignants, le *top* des questions taboues⁸ ! Les statuologues l'ont compris, le redoutent et poussent fort pour un simple retour à « l'école d'avant » qui éviterait toute discussions et aurait le mérite de faire tout retomber dans un monde professionnel opaque, sous leur contrôle et échappant à la vue des parents.

⁷ Cf le site de la MLF : <https://www.mlfmonde.org/>

⁸ Alain Bouvier (2019) : **Propos iconoclastes sur le système éducatif français**, collection Au fil du débat, Paris, Berger-Levrault.

Et maintenant ?

Les épidémiologistes pensent que le pire de la pandémie est devant nous, que l'on serait en France à l'aube d'une troisième vague et que si l'épidémie redécolle, elle ira très vite. Les nouveaux variants du virus deviendront dominants et risque supplémentaire, ils sont plus contagieux pour les enfants. Tout en évoquant le couvre-feu généralisé (il aurait des effets positifs repérables là où il est pratiqué), l'entourage du ministre de la santé, n'exclut pas un nouveau confinement en février. Les écoles pourraient être épargnées *in extremis* par les vacances d'hiver qui, de fait, entraînent des fermetures tout au long du mois de février, En somme, l'école serait sauvée par les vacances ! Cela ressemble même à une tactique volontaire des pouvoirs publics.

Axel Kahn ne manque pas une occasion de le dire : les vaccins ne vont pas suffire pour éradiquer la pandémie, donc des règles sanitaires *ad hoc* seront encore nécessaires et à faire respecter. « N'attendons pas tout du vaccin » dit aussi Jean-François Delfraissy. Il y aura des traitements qui sont en cours de mise au point, après leurs malheureux débuts farfelus, grotesques et grandiloquents. Le président du Conseil scientifique estime que l'on pourrait sortir de cette crise « autour » de septembre 2021, mais que le plus dur est encore devant nous pendant les 3 prochains mois en raison du risque de tsunami épidémique. Cela va donc impacter les examens pour lesquels le futur pilotage à vue a été officialisé en décembre par décrets. Quant à la vue sur la prochaine rentrée de septembre, elle ne sera possible qu'au mois de juin, et encore. Sans doute quasi normale, elle restera anormale, sous la menace d'inévitables *clusters*. Sont donc à articuler des temps longs et des temps très courts, tous imprévisibles.

Certes, comme le dit Jean-Michel Blanquer « il ne faut pas priver les enfants d'école (...) c'est un choix éducatif et social » ; difficile de ne pas être d'accord, mais, vous en conviendrez, l'argumentation est un peu courte ! Faute de plus d'explication il ne faut pas être surpris que d'aucuns dénoncent un immobilisme avec de maigres changements *a minima*. Sans oublier que si en février il fallait en catastrophe fermer les écoles (ou certaines), ce serait, sur la seule base des expériences acquises, à nouveau sans nouvelle préparation, comme si certaines leçons ne servaient pas. Les jeunes diraient « cela n'imprime pas » !

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

20 janvier 2021